

CHAPITRE II. — *Le comité de direction*

Art. 6. § 1. Le Centre est géré par un comité de direction composé de huit représentants de l'autorité publique.

§ 2. Le directeur du Centre est d'office membre du comité de direction.

§ 3. Le comité de direction peut, par ailleurs, inviter des membres supplétifs pour participer avec voix consultative à ses travaux.

Art. 7. § 1. Le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a la coopération culturelle internationale dans ses attributions, nomme les membres du comité de direction, visés à l'article 6, § 1. Il nomme, en leur sein, un président et un président suppléant.

§ 2. Le mandat du président, du président suppléant et des membres est d'une durée de trois ans. Il peut être renouvelé une fois.

Le membre qui cesse de détenir les titres requis lors de sa nomination, démissionne de son mandat dans un délai d'un mois.

§ 3. Le membre nommé en remplacement d'un membre qui a démissionné ou qui est décédé, achève le mandat de son prédécesseur.

§ 4. Les agents du Centre, à l'exception du directeur du Centre, ne peuvent être nommés membre du comité de direction.

§ 5. Le comité de direction a notamment pour tâche :

1° d'approuver les activités proposées par le directeur du Centre;

2° d'élaborer le budget nécessaire à cette activité;

3° d'approuver les comptes de l'exercice écoulé;

4° de seconder le directeur du Centre et d'exercer un contrôle sur toutes les affaires qui concernent la bonne marche du Centre.

Art. 8. Les pièces justificatives du budget et des comptes de l'exercice écoulé sont transmises par le comité de direction au Ministre ou au Secrétaire d'Etat compétent qui formule, le cas échéant, des observations à leur sujet.

Art. 9. Avant le 1er mars de chaque année, le comité de direction soumet au Ministre ou au Secrétaire d'Etat compétent un rapport concernant les activités du Centre au cours de l'exercice écoulé.

Art. 10. § 1. Les membres du comité de direction ainsi que les membres supplétifs désignés en vertu de l'article 7, § 3, reçoivent par séance d'une durée de trois heures des jetons de présence d'un montant de :

- 500 francs pour le directeur ou son suppléant.
- 400 francs pour les membres.

Les membres du comité qui font partie du personnel du Centre ne bénéficient d'aucun jeton de présence.

§ 2. Les membres du comité de direction ainsi que les membres supplétifs désignés en vertu de l'article 7, § 3, bénéficient d'indemnités pour frais de parcours et de séjour dont le montant est fixé conformément à la réglementation en vigueur dans ce domaine pour les membres du personnel des ministères.

Le président du comité ou son suppléant sont assimilés à des fonctionnaires du rang 15; les autres à des fonctionnaires des rangs 10 à 14.

CHAPITRE III. — *Le conseil consultatif*

Art. 11. Le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a la coopération culturelle internationale dans ses attributions, nomme un conseil consultatif.

Le conseil se compose de dix membres au moins et de vingt membres au plus, choisis parmi les personnes qui s'intéressent aux relations culturelles entre la Belgique et les Pays-Bas et qui à ce titre représentent les usagers du Centre.

Art. 12. Le Ministre de la Communauté flamande et le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 23 avril 1981.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,

Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 81 — 787

27 AVRIL 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, notamment les articles 89 et 97;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire de réforme institutionnelle du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus, arrêté royal du 26 février 1964, *Moniteur belge* du 10 avril 1964.

Arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur belge* du 30 avril 1965.

Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, *Moniteur belge* du 15 août 1980.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 81 — 787

27 APRIL 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 170;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965, tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 89 en 97;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet tot hervorming van de instellingen van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, § 1;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen, koninklijk besluit van 26 februari 1964, *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1964.

Koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1965.

Gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, *Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1980.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Considérant que les dispositions du présent arrêté sont applicables à partir du 1er janvier 1981; que dès lors cet arrêté doit être pris d'urgence;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Economiques, de Notre Ministre des Classes Moyennes, de Notre Ministre de la Communauté Flamande, de Notre Ministre de la Région wallonne, de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 88 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, dont le texte actuel formera le § 1er, est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Il est également renoncé totalement à la perception du précompte mobilier sur les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis dont le débiteur est une personne morale de droit public belge et dont le bénéficiaire est identifié comme étant un épargnant non-résident qui ne se livre pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif et qui est exempté de tout impôt sur les revenus dans le pays dont il est résident. »

Art. 2. A l'article 89 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, 1°, les mots « vingt-cinq centimes » sont remplacés par les mots « 75 centimes »;

2° les § 2, 6°, b, est remplacé par la disposition suivante :

« b) les revenus d'obligations, bons de caisse ou autres titres analogues faisant l'objet d'une inscription nominative chez l'émetteur et les revenus de créances et prêts non représentés par des titres au porteur, qui sont alloués ou attribués à des épargnants non-résidents par :

— l'Etat, les provinces, les agglomérations et les communes;

— les organismes ou établissements publics belges, pour autant que ces créances ou prêts soient garantis par l'Etat;

— les banques établies en Belgique, les établissements publics belges de crédit, les caisses d'épargne relevant d'un établissement public autre que la Commission bancaire, les caisses d'épargne privées soumises au contrôle de la Commission précitée ou les entreprises financières visées à l'article 1er, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 »;

3° le § 2, 6°, est complété comme suit :

« e) les revenus de créances et prêts non représentés par des titres au porteur ou représentés par des titres revêtant la forme d'effets de commerce, qui sont alloués ou attribués, en exécution de conventions conclues entre le 1er janvier 1981 et le 31 décembre 1983 inclusivement, soit par des personnes morales de droit public belge, soit par des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles quelconques, à des épargnants non-résidents dans la mesure où :

— ces créances et prêts sont affectés au financement d'investissements reconnus par le Ministre des Finances, sur avis conforme, suivant le cas, du Ministre des Affaires économiques, du Ministre des Classes moyennes, du Ministre de la Communauté flamande, du Ministre de la Région wallonne ou du Ministre de la Région bruxelloise, comme tendant à l'amélioration de la productivité, à la lutte contre le chômage ou à la rationalisation de l'économie;

— ces personnes morales ou entreprises se conforment aux dispositions du § 5 et ont effectivement disposé des sommes empruntées dans un délai de trois ans prenant cours à la date de la conclusion de la convention; »

* au § 5, les mots « au § 1, 6°, d » sont remplacés par les mots « au § 2, 6°, d et e » et les mots « du § 1, 6°, d » par les mots « du § 2, 6°, d et e ».

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit van toepassing zijn vanaf 1 januari 1981; dat dit besluit bijgevolg bij hoogdringendheid moet worden genomen;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap, Onze Minister van het Waalse Gewest, Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 88 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Er wordt eveneens volledig afgezien van de inning van de roerende voorheffing op de inkomsten van aandelen of delen of van belegde kapitalen waarvan de schuldenaar een rechtspersoon naar Belgisch publiek recht is, wanneer de genietter wordt geïdentificeerd als een spaarder niet-verblijfhouders die zich niet met een exploitatie of met verrichtingen van winstgevend aard bezighoudt en die in het land waar hij verblijfhouders is, vrijgesteld is van inkomstenbelastingen. »

Art. 2. In artikel 89 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 1°, worden de woorden « vijftiengint centiem » vervangen door de woorden « 75 centiem »;

2° § 2, 6°, b, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« b) de inkomsten van obligaties, kasbons en andere gelijkaardige effecten die het voorwerp uitmaken van een inschrijving op naam bij de uitgever en de inkomsten van niet door effecten aan toonder vertegenwoordigde schuldvorderingen en leningen die aan spaarders niet-verblijfhouders worden verleend of toegekend door :

— de Staat, de provincies, de agglomeraties en de gemeenten;

— de Belgische openbare inrichtingen of instellingen voor zover die schuldvorderingen en leningen door de Staat zijn gewaarborgd;

— de in België gevestigde banken, de Belgische openbare kredietinstellingen, de spaarkassen die van een andere openbare instelling dan de Bankcommissie afhangen, de private spaarkassen die aan de controle van gezegde Commissie zijn onderworpen of de bij artikel 1, lid 2, 2°, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 bedoelde financiële ondernemingen »;

3° § 2, 6°, wordt aangevuld als volgt :

« e) inkomsten van schuldvorderingen en leningen, niet vertegenwoordigd door effecten aan toonder of vertegenwoordigd door effecten in de vorm van handelspapier, die in uitvoering van tijdens het tijdperk van 1 januari 1981 tot en met 31 december 1983 gesloten overeenkomsten aan spaarders niet-verblijfhouders worden verleend of toegekend door rechtspersonen naar Belgisch publiek recht, of door enigerlei nijverheids-, handels- of landbouwonderneming voor zover :

— deze schuldvorderingen of leningen worden aangewend tot financiering van investeringen die door de Minister van Financiën, en naargelang van het geval, op eensluidend advies van de Minister van Economische Zaken, de Minister van Middenstand, de Minister van de Vlaamse Gemeenschap, de Minister van het Waalse Gewest of de Minister van het Brusselse Gewest, werden erkend als te zijn gedaan om de produktiviteit te verbeteren, de werkloosheid te bestrijden of de economie te rationaliseren;

— die rechtspersonen of ondernemingen de bepalingen van § 5 naleven en werkelijk over de geleende sommen hebben beschikt binnen een termijn van drie jaar ingaande op de datum van de overeenkomst; »

* in § 5 worden de woorden « in § 2, 6° d » tweemaal vervangen door de woorden « in § 2, 6° d en e ».

Art. 3. A l'article 97 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, abrogé par l'article 6, 3°, de l'arrêté royal du 18 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 2. La renonciation à la perception du précompte mobilier prévue à l'article 88, § 2, est subordonnée à la condition que le débiteur des revenus soit mis en possession d'une attestation par laquelle il est certifié que les bénéficiaires sont :

- a) propriétaires ou usufruitiers des titres productifs des revenus;
- b) des non-résidents qui ne se livrent pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif et qui sont exemptés de tout impôt sur les revenus dans le pays dont ils sont résidents. »;

2° dans le § 3, les mots « articles 89, § 2, 6°, b à d, et 7° » sont remplacés par les mots « articles 89, § 2, 6°, b à e, et 7° ».

Art. 4. Le présent arrêté est applicable :

1° en ce qui concerne les articles 1er et 3, 1°, aux revenus alloués ou attribués à partir du 1er janvier 1981;

2° en ce qui concerne les articles 2 et 3, 2°, aux revenus alloués ou attribués en exécution de conventions conclues à partir du 1er janvier 1981.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre de la Communauté flamande, Notre Ministre de la Région wallonne, Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Le Ministre des Classes moyennes,
J. DESMARETS

Le Ministre de la Communauté flamande,
G. GEENS

Le Ministre de la Région wallonne,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région bruxelloise,
A. DEGROEVE

Le Ministre des Finances,
R. VANDEPUTTE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 81 — 788

1er AVRIL 1981. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 7 mai 1968, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie chimique, fixant certaines conditions de travail pour l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Limbourg (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968, sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Art. 3. In artikel 97 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, opgeheven door artikel 6, 3°, van het koninklijk besluit van 18 juli 1967, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« § 2. De in artikel 88, § 2, gestelde verzaking van de heffing van de roerende voorheffing wordt slechts toegestaan indien aan de schuldenaar van de inkomsten een attest wordt overhandigd waarbij is bevestigd dat de genietters :

- a) eigenaar of vruchtgebruiker zijn van de produktieve roerende kapitalen;
- b) niet-verblijfhouders zijn die zich niet met een exploitatie of met verrichtingen van winstgevende aard bezighouden en die in het land waar zij verblijfhouders zijn, vrijgesteld zijn van inkomstenbelastingen. »;

2° in § 3 worden de woorden « artikelen 89, § 2, 6°, b tot d, en 7° » vervangen door de woorden « artikelen 89, § 2, 6°, b tot e, en 7° ».

Art. 4. Dit besluit is van toepassing :

1° met betrekking tot de artikelen 1 en 3, 1°, op de inkomsten die van 1 januari 1981 af worden toegekend of betaalbaar gesteld;

2° met betrekking tot de artikelen 2 en 3, 2°, op de inkomsten die in uitvoering van vanaf 1 januari 1981 gesloten overeenkomsten worden toegekend en betaalbaar gesteld.

Art. 5. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap, Onze Minister van het Waalse Gewest, Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

De Minister van Middenstand,
J. DESMARETS

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,
G. GEENS

De Minister van het Waalse Gewest,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Brusselse Gewest,
A. DEGROEVE

De Minister van Financiën,
R. VANDEPUTTE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 81 — 788

1 APRIL 1981. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1968, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tot vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor de plasticverwerkende nijverheid van de provincie Limburg (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.